

Arrêté Municipal de la Ville d'ALGRANGE

n° : A2022-07-227 **Portant** : Arrêté temporaire de stationnement 80 rue Clemenceau

Demandé par : AACTION DEM

Le Maire de la Ville d'Algrange ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2211-1 à L2213-6 ;

Vu le code de la route et notamment les articles R411-1, R412-49 et R417-10 ;

Vu la demande d'occupation du domaine public faite par AACTION DEM sis à Algrange, le 29 juillet 2022

Considérant qu'un déménagement doit avoir lieu le 22 aout 2022 au 80 rue Clemenceau à Algrange, il y a lieu en conséquence de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de permettre le stationnement des véhicules dans les meilleures conditions de sécurité possibles ;

Arrête ce qui suit :

Article 1^{er} :

Le 22 aout 2022, de 8 heures, jusqu'à 18 heures, les stationnements (3 places) au niveau du 80 rue Clemenceau sont exclusivement réservés à AACTION DEM dans le cadre d'un déménagement pour le compte de Mme VINCKEL.

Article 2 :

Des panneaux seront mis en place par le demandeur afin de porter à la connaissance des usagers cette interdiction provisoire. Ces panneaux réglementaires (rétrécissement de chaussée, interdiction de stationner, déviation, limitation tonnage...) seront mis en place **48 heures** avant le début des travaux.

Article 3 :

Le titulaire de la présente autorisation veillera, sous sa responsabilité, au maintien constant des panneaux indiquant cette réglementation temporaire.

Article 4 :

Monsieur le Commissaire Principal de Police, Monsieur le Chef de la Police Municipale et les agents placés sous leurs ordres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Transmis à :

- ✓ A Monsieur le Commissaire de police de Hayange ;
- ✓ Aux services techniques de la commune ;
- ✓ A l'intéressé ;
- ✓ A l'Adjoint chargé des travaux d'Algrange ;

A Algrange le 29 juillet 2022

Le Maire :

Patrick PERON



Le Maire :

- ◆ Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- ◆ Informe, qu'en vertu du décret n° 83-1025 du 28.11.1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers (article 9) (J.O. du 03.12.1983) modifiant le décret n° 69-25 du 11.01.1965 relatif aux délais de recours contentieux en matière administrative (article 1 - alinéa 6), le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.